



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 22 juin 2022

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

COMMENTAIRE : Tant que les prix le permettent...

Une loi de finances complémentaire est en préparation en vue d'apporter les correctifs à la loi initiale. S'il était attendu que cette année soit celle de la relance de l'économie, ainsi que l'a proclamé le chef de l'Etat à l'orée de l'année 2022, où les grands chantiers seraient en passe d'être lancés pour booster la croissance et lutter contre le chômage à la faveur de l'investissement, voilà que ce rendez-vous risque, encore une fois, d'être remis à plus tard et ce faisant contraint a priori de revoir ses ambitions à la baisse.

Le ton vient d'être donné en tout cas à la faveur des nouvelles orientations, à l'issue du dernier Conseil des ministres, devant permettre de faire «plus de social» dans une conjoncture certes où le pouvoir d'achat des ménages poursuit sa descente aux enfers.

«La loi de finances complémentaire 2022 ne doit pas renfermer de nouveaux impôts, ni toucher sous aucune forme la structure des prix appliqués actuellement, l'objectif étant de préserver le pouvoir d'achat et les acquis sociaux décidés par l'Etat en faveur des citoyens», selon les orientations de Abdelmadjid Tebboune.

De ce fait, il viendra ainsi confirmer ses choix de politique économique qui l'ont amené à revoir sa copie aussitôt après l'adoption de la LF-2022 qui a institué, rappelons-le, moult taxes et impôts dans une conjoncture économique et sociale des plus délétères. La chute du pouvoir d'achat était déjà telle, que Tebboune avait été contraint de demander à son gouvernement le gel de certaines taxes et impôts grevant des produits de première nécessité et le retour à la subvention des céréales servant à la fabrication des pâtes alimentaires.

Dans la foulée, un réaménagement du barème de l'Impôt sur le revenu global (IRG) a été institué pour atténuer un tant soit peu les effets de la crise sur les catégories les plus fragiles de la société. Le phénomène de l'inflation, étant de 9% vers la fin de l'année, a laminé le pouvoir d'achat des Algériens. Les tensions inflationnistes ne sont guère près de s'estomper. Ce phénomène qui sévit dans le monde entier, notamment aux Etats-Unis et en Europe, aggravé en cela par l'impact de la guerre en Ukraine, a touché de plein fouet l'Algérie.

Cette semaine, l'Office national des statistiques (ONS) a fait état d'une inflation à deux chiffres, marquant une hausse des prix de 10,86% entre avril 2021 et avril 2022. Le pays est-il en train de récolter les fruits de ses choix politiques ayant favorisé pendant ces dernières années «la planche à billets» pour faire face aux déficits budgétaires cumulés ? La question mérite d'être posée, même si certains invoquent principalement l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'économie.

La LFC-2022 devra à coup sûr introduire de nouveaux aménagements budgétaires pour incorporer les dernières mesures induites au lendemain de l'adoption de la loi initiale, d'autant plus que les cours du brut sont très loin devant le prix de référence de 45 dollars, sur la base duquel ont été conçus les niveaux des dépenses et des recettes budgétaires. Et cela, tant que les prix du pétrole le permettent encore...



LE RESSERREMENT DE L'OFFRE INQUIÈTE LES MARCHÉS : les prix du pétrole repartent à la hausse

Les inquiétudes concernant la croissance économique ont laissé place à un regain d'optimisme suite aux dernières données sur l'activité aérienne internationale, et la mobilité sur les routes américaines – coïncidant avec la saison estivale – montrant une demande de pétrole solide.

Après un début de semaine de cotation en baisse, à cause de craintes de répercussions d'une récession mondiale, les prix du pétrole sont repartis à la hausse hier, en raison de la forte demande estivale de carburant, et une offre tendue en raison des sanctions occidentales imposées au pétrole russe. Le Brent a gagné 2 dollars à Londres, se négociant largement au-dessus de 116 dollars en début de cotation. Le brut américain pour juillet a également augmenté de près de 3 dollars, pour atteindre plus de 112 dollars le baril.

En dépit de la volatilité constatée depuis vendredi, en raison d'inquiétudes croissantes concernant l'inflation, le brut se dirige ainsi vers un gain trimestriel. Les inquiétudes concernant la croissance économique ont laissé place à un regain d'optimisme suite aux dernières données sur l'activité aérienne internationale, et la mobilité sur les routes américaines – coïncidant avec la saison estivale – montrant une demande de pétrole solide. «Nous nous attendons à ce que la demande de pétrole continue de s'améliorer, bénéficiant de la réouverture de la Chine, des voyages estivaux dans l'hémisphère nord et du réchauffement climatique au Moyen-Orient.

La croissance de l'offre étant à la traîne de la croissance de la demande au cours des prochains mois, nous continuons à nous attendre à une hausse des prix du pétrole», déclare un analyste cité par Reuters. Les prix ont été soutenus également par l'anxiété par rapport au resserrement de l'offre, après les sanctions sur les expéditions de pétrole de la Russie, le deuxième exportateur mondial de pétrole. Des inquiétudes – concernant l'approvisionnement – qui devraient persister tant que durera la crise russoukrainienne. Le marché reste tendu également en raison de l'éloignement des perspectives d'une négociation réussie d'un accord nucléaire avec l'Iran et d'une levée des sanctions américaines sur le secteur énergétique iranien, ce qui pourrait augmenter sensiblement l'offre mondiale de pétrole. Dans une analyse rendue publique hier, ExxonMobil Corp.

a noté que les marchés pétroliers mondiaux pourraient rester tendus pendant encore trois à cinq ans, en grande partie à cause d'un manque d'investissement depuis le début de la pandémie. Il faudra du temps aux compagnies pétrolières pour rattraper les investissements nécessaires afin de garantir un approvisionnement suffisant en pétrole, selon Darren Woods, le PDG d'ExxonMobil Corp. «Nous avons probablement devant nous trois à cinq années de turbulences sur les marchés (du pétrole, ndlr). La façon dont cela se manifestera au niveau des prix sera en grande partie en fonction de la demande, qui est difficile à prévoir», a déclaré Darren Woods lors du Qatar Economic Forum. Outre le sous-investissement dans la recherche de nouveaux gisements, la pandémie a «privé l'industrie de beaucoup de revenus», a-t-il estimé, rapporte l'AFP.

«Nous allons voir beaucoup de volatilité et de rupture sur le marché si nous n'avons pas de politiques plus réfléchies», a-t-il prédit. Le ministre de l'Energie du Qatar, Saad Al Kaabi, a quant à lui critiqué la «diabolisation» des compagnies pétrolières et les taxes imposées dans certains pays.

«Je n'ai pas vu les gouvernements intervenir quand (les compagnies pétrolières) perdaient de l'argent et empruntaient, quand le prix du pétrole était négatif au Texas», a-t-il déclaré.

Cheikh Nawaf Saoud Al Sabah, vice-président de Kuwait Petroleum Corporation, a quant à lui annoncé que le Koweït débutait sa première exploration pétrolière offshore. «La première foreuse est arrivée il y a une semaine et va bientôt être mise en service», a-t-il assuré.

Le pays du Golfe construit aussi «la plus grande raffinerie au monde avec une capacité de 615 000 barils par jour», qui sera opérationnelle fin de 2022, a précisé M.Al Sabah. Selon lui, ce projet aidera à répondre à la demande accrue des Européens – qui depuis l'invasion de l'Ukraine cherchent à se sevrer des hydrocarbures russes – mais aussi du reste du monde, a-t-il ajouté. Sur le terrain gazier, le patron d'ExxonMobil s'est également rendu à Doha pour signer un accord faisant de l'entreprise le quatrième partenaire étranger dans le projet North Field East (NFE), l'extension du plus grand champ de gaz naturel au monde.

ExxonMobil a pris une part de 6,25% dans une coentreprise avec Qatar Energy, une part équivalente à celle du français TotalEnergies. L'italien ENI et l'américain ConocoPhillips ont chacun pris des parts de 3,125%. Pour le patron d'ExxonMobil, ce projet peut «rééquilibrer le marché mondial» du gaz, lui aussi affecté par la guerre en Ukraine.

Accès à l'entrepreneuriat et micro-entreprise pour les salariés : Exonération fiscale et crédits sans intérêts

S'agissant du projet de loi modifiant et complétant la loi 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, il s'inspire d'une nouvelle approche purement économique répondant aux aspirations d'une grande partie de travailleurs salariés. Ses principales dispositions consacrent un des engagements du président de la République, celui de permettre aux travailleurs et aux salariés et employés d'accéder à l'entrepreneuriat, en leur accordant un congé d'une année afin de se lancer dans la création de leur propre micro-entreprise.



De l'impôt et des citoyens

La loi de finances complémentaire 2022 ne devrait pas trop bousculer le quotidien du citoyen lambda déjà très éprouvé par les augmentations des prix tous azimuts. Un quotidien des plus durs quand on sait que la classe moyenne s'appauvrit tous les jours et que les retraités ne comptent leurs sous que pour rembourser leurs dettes. Le Conseil des ministres semble s'être penché sur le problème puisque des décisions majeures, entre autres, y ont été prises.



Avant-projet de loi de finances complémentaire : Renforcer l'équilibre financier et le pouvoir d'achat

Le texte budgétaire complémentaire de l'actuel exercice, présenté, dimanche, en Conseil des ministres, devrait être enrichi avant un deuxième examen.

Il ne s'agira pas uniquement d'ajuster les comptes de l'Etat et/ou de remettre en cause certains textes législatifs précédemment entérinés, tel que le barème fiscal appliqué à certaines professions libérales et qui a provoqué le courroux des avocats, entre autres, mais d'une nouvelle vision «réaliste et rationnelle», alors que le pouvoir d'achat des Algériens est sérieusement érodé ces dernières années.



Prix des produits alimentaires et inflation en Algérie : ce que disent les chiffres

Le pays a connu récemment une inflation dans les prix de produits alimentaires par rapport aux années précédentes. Dzair Daily vous expose les chiffres relatifs à ses propos dans son édition de ce mardi, 21 juin 2022. Depuis le troisième trimestre de l'année passée, les consommateurs ont pu constater une hausse importante des prix relatifs aux produits alimentaires en Algérie. Cela concerne pratiquement la plupart des produits. En effet, cette situation peut générer une inflation annuelle à deux chiffres, sachant que la révision du système des subventions n'a pas encore commencé. Il s'agit de ce que rapporte El Watan dans son édition.



Construction automobile en Algérie : création d'un grand pôle industriel

Automobile – Le Gouvernement algérien serait sur la voie de l'implantation d'un grand pôle industriel dans le secteur de la construction automobile en Algérie. Dzair Daily relate pour vous tous les détails à ce sujet, dans la suite de son édition du mardi 21 juin 2022.



Les conditions de diversification de l'économie nationale

L'organisation générale de l'économie nationale s'inscrit, au cours de cette étape de planification à moyen terme dans le double contexte de la finalisation des objectifs arrêtés par le plan de relance économique et sociale et de préparation des conditions de réalisation de l'image économique du pays, l'horizon 2025. Elle se caractérise fondamentalement par la nécessité d'une plus grande maîtrise du processus de développement et des conditions de son maintien au niveau requis par l'ampleur croissante des besoins à satisfaire, dans un contexte où la part relative des hydrocarbures dans le financement notamment de l'accumulation, devra être progressivement remplacée par un surplus économique dégagé à partir de la production nationale. D'où cette nécessité d'une utilisation plus intense des moyens matériels et humains disponibles pour l'amélioration de la productivité.

Compte tenu de ces facteurs, la recherche d'une efficacité économique et sociale des capacités productrices déjà existantes ou à venir devra constituer en l'étape actuelle l'axe directeur autour duquel prendront corps l'ensemble des mesures d'organisation et de diversification de l'économie nationale et visant essentiellement à finaliser et à parfaire les grandes réformes et d'encadrement engagés par le programme présidentiel, tout en constituant une base à même de

répondre au schéma économique en vigueur et qui devra se traduire en particulier par une meilleure capacité des opérateurs nationaux et étrangers à intensifier leurs relations, dans un cadre planifié et sur la base du " gagnant-gagnant " et en même temps d'élargir le taux de satisfaction des besoins fondamentaux de l'économie et ceux des citoyens à partir du marché national.

C'est en effet dans de telles conditions que la production nationale pourra prendre la relève de l'exportation, notamment pour les produits non stratégiques, parmi lesquels en premier lieu certains produits de consommation, diminuant ainsi la pression des contraintes extérieures, et préparer en même temps la production nationale à dégager des surplus susceptibles d'être exportés à des coûts et des conditions compétitifs sur le marché international. Dans ces conditions, la poursuite des efforts visant à préciser davantage les modalités de mise en œuvre des objectifs du renouveau économique et des équilibres arrêtés, sont susceptibles de constituer les moyens essentiels du renforcement de la diversification économique et d'organisation sociale.

A ce titre et dans le cadre de l'amélioration de l'attractivité du climat des affaires, le nouveau Code relatif à l'investissement a été promulgué, notamment pour lever toutes les entraves à l'acte d'investir, par de nouvelles mesures organisationnelles et financières tout en donnant davantage de visibilité et de stabilité juridique et institutionnelle aux investisseurs potentiels.

La réforme du Code de l'investissement a ainsi mis en exergue de dématérialiser les procédures administratives, réduit les délais de traitement de tout dossier administratif et simplifié les procédures d'octroi des différents agréments et autorisation requis pour l'exercice de tous types d'activités ? la lutte contre la bureaucratie à travers une commission d'arbitrage sur les relations administration-investisseurs.

Le nouveau texte relatif à l'investissement a également mis l'accent sur la mise en place d'un mécanisme d'évaluation et de suivi du climat des affaires, la mise en place d'un organisme de veille et d'intelligence économique, pour assister les investisseurs à l'anticipation et la mise en œuvre des systèmes d'information économique et une cartographie des institutions et des opportunités d'investissement, comme outil d'aide à la décision et moyen d'évaluation des politiques publiques.



[APN: adoption du projet de loi relatif aux zones franches](#)

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mardi à l'unanimité, le projet de loi définissant les règles régissant les zones franches, et ce lors d'une plénière présidée par le président de l'APN, Brahim Boughali, en présence de plusieurs ministres.



[Gazoduc Nigeria-Niger-Algérie : L'heure de la réalisation a sonné !](#)

Début des études techniques, le compte à rebours est lancé !

Le projet du Gazoduc Transaharien (TSGP) s'est vu donné un coup d'accélérateur suite à la réunion des ministres de l'Energie d'Algérie, du Niger et du Nigeria qui s'est tenue à Abuja lundi passé. «Il a été convenu de poser les premiers jalons de ce projet, à travers l'entame des études techniques, en prévision de sa concrétisation sur le terrain dans les plus brefs délais», avait déclaré, à la fin de la réunion, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.



[Usines de montage des «oligarques» emprisonnés : Un pôle industriel en projet](#)

Des entités économiques aptes à recevoir des biens confisqués par les autorités judiciaires, à travers des jugements définitifs, seront créées prochainement. L'épineux dossier de l'industrie automobile est en phase de connaître de nouveaux développements. Entre les scandales qui ont défrayé la chronique judiciaire, et la période d'absence de décisions et de solutions qui a caractérisé les anciennes gouvernances, les pouvoirs publics tablent désormais sur le traitement à long terme.



Analyse : L'OMC peut attendre ?

Qu'est-ce qui bloque vraiment l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)? Le dossier des négociations avec cette organisation, qui regroupe en son sein 164 pays, est gelé depuis 2010, et les Autorités algériennes ne se montrent pas très emballées pour réactiver ces négociations, et ce malgré l'engagement du président de la République de les relancer.



انواب المجلس صادقوا على القانون المحدد للقواعد المنظمة له

حوافز وتسهيلات للنشاطات بالمناطق الحرة

صادق أعضاء المجلس الشعبي الوطني، الثلاثاء، بالإجماع على مشروع القانون المحدد للقواعد المنظمة للمناطق الحرة، خلال جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس إبراهيم بوغالي، بحضور عدد من الوزراء. وعقب التصويت، أكد وزير التجارة وترقية الصادرات، كمال رزيق، أن مشروع القانون يندرج في إطار تنفيذ التوجيهات المسداة من طرف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون لتطوير التجارة الخارجية.



الرئيس تبون حدّد للحكومة بوصلة قانون المالية التكميلي

لاءات " لحماية جيوب المواطنين"

- لا مساس بالأجور والقدرة الشرائية والمكاسب الاجتماعية
- لا ضرائب جديدة.. لا زيادة في الأسعار ولا مساس بالتوازن المالي
- لا يكون ضعيفو ومتوسطو الدخل الفئة الأكثر دفعا للضرائب
- تخفيف الأعباء ذات الصلة بالإجراءات التي اتخذتها الحكومة

جدد رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء الأخير، موقف الدولة الداعم للبعد الاجتماعي، باعتباره خطأ أحمر لا يمكن تجاوزه مهما كانت الظروف الاقتصادية التي تمر بها البلاد، مشددا على ألا يتضمن قانون المالية التكميلي 2022 أي ضريبة جديدة وألا يمس بأي شكل من الأشكال بتركيبة الأسعار المعتمدة حاليا، حفاظا على القدرة الشرائية والمكاسب الاجتماعية التي أقرتها الدولة لفائدة المواطنين.

BANQUE ET MARCHÉ NOIR

Taux de change du dinar

Ce mardi 21 juin 2022, au square Port Saïd, à Alger, les cambistes cèdent 1 seul euro contre 215 dinars à la vente et 213 dinars à l'achat. La valeur de la monnaie unique européenne connaît une certaine stabilité ces derniers jours.

Quant au dollar américain, il est proposé par les cambistes contre 203 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente, soit les mêmes valeurs qu'hier.

La livre sterling sur le marché parallèle des devises s'échange ce jeudi contre 247 dinars à l'achat et 250 dinars à la vente, tandis que le dollar canadien est proposé à 151 dinars à l'achat et 154 dinars à la vente.

Le taux de change de la monnaie européenne, dans les transactions avec la Banque centrale, s'affiche dans les cotations de ce lundi à 153,71 dinars à l'achat et 153,75 dinars à la vente.

Le dollar américain s'échange, selon le tableau de change de la Banque d'Algérie, contre 145,64 dinars à l'achat et 145,66 dinars à la vente.

Pour finir, le taux de change de la livre sterling dans les cotations commerciales d'ouverture du dinar algérien s'affiche, quant à elle, à 179,03 dinars à l'achat et 179,12 dinars à la vente. Le dollar canadien s'échange contre 112,78 dinars algériens à l'achat et 112,81 dinars à la vente.

R. N.

رغم قرارات المديرية العامة للأموال الوطنية بعدم تحميلهم مسؤولية التأخير فرض مبالغ لتسوية العقود يثير غضب المستفيدين من 117 قطعة أرضية بالمسيلة

● مديرية الأملاك تحفل مسؤولية التأخير للوكالة والأخيرة ترفض التسوية

لا يزال ملف قضية تسوية 117 قطعة أرضية بمدينة المسيلة، التي تجاوزت زمنيا 22 سنة، ولا تزال معلقة، تثير الكثير التساؤلات، حول سبب إصرار مصالح الوكالة العقارية بالولاية، على تعذيب المستفيدين بها"، ومحاولة فرض رسوم وأسعار باهظة وخيالية، مقابل تسوية عقود الملكية، رغم مرور عدد كبير من الولاة على منصب رئيس مجلس إدارتها، دون وضع أسس لحل يقضي تكريس النظرة الاجتماعية على هذه القطعة التي تصر إدارة الوكالة على جعلها مطية للريح السريع وإنعاش خزينتها بأموال طائلة على حساب قدرة الفقراء.

البشير بن حليمة

● هذا الأمر جعل إدارة الوكالة، حسيبهم، لا تمتلك لقرارات ملزمة، كانت أرسلتها المديرية العامة للأملاك الوطنية، عن طريق مديرية أملاك الدولة بالمسيلة، التي أنصفت فيها المستفيدين، متساكين "هل عجز كل هذا الكم من المسؤولين بوصفهم رؤساء مجالس لإدارة الوكالة الولائية لتسيير والتنظيم العقاريين، في استصدار قرار يقضي بإنصاف ووقف معاناة عشرات المستفيدين من التجزئة الترابية 117 قطعة، رغم مرور أزيد من عقدين من الزمن على إنشائها، وبإملا المستفيدين، في كل مرة، إيجاد تسوية نهائية، مضيئين إذا كان هناك مانع، فلما متى يثمر في الألف حل ينهي معاناة المستفيدين ويقلص من أعباء رحلة المستحيل للوصول إلى العقود، بدايتها رزم من الوثائق وعشرات الساعات من الانتظار، أمام مكاتب الوكالات المحلية والهيئات ذات الصلة من مكاتب توثيق وحفظ عقاري وغيرها"، أم أن الأمر يتعلق بمعضلة بلا حل وتداعيات التسيير المرتجل لسنوات طويلة، بات لزاما أن يدفع فلتورتها مواطنون بسطاء، لا تذب لهم سوى أنهم كانوا يبحثون عن الخروج من أزمة السكن ليس إلا، يتساءل هؤلاء.

"الوكالة العقارية ملزمة بخدمة المواطن وليس أهدافها التجارية" وبات المطلوب خاليا، من الوالي عبد القادر جلاوي، بوصفه رئيس مجلس إدارة الوكالة، المنظر في هذه القضية والتأشير على قرار يقضي بالإذعان لقرار المديرية العامة للأملاك الوطنية، المرسل إلى مديرية أملاك الدولة لولاية المسيلة، بناء على إرسالية تحت رقم 5483 بتاريخ 2012/12/05، تطلب فيها استشارة بخصوص كيفية التعامل مع التجزئات الترابية المنشأة قبل تاريخ الشات من سبتمبر 2008، ومن بينها القطعة 117 التي يعد أغلب المستفيدين منها فقراء بامتياز، التي كانت الوكالة العقارية أنشأتها، مؤكدة بأن "الزمايا المنوحة من قبل الدولة في هذا الخصوص، يجب أن تستخدم المواطن بالدرجة الأولى، وليس الهيئة البائعة (الوكالة العقارية)" تقول الإرسالية. ويعود أصل القطعة وسبب إنشائها، إلى مداولة صادرة عن مجلس إدارتها، بتاريخ 10 أكتوبر 2000، حيث قامت هذه الأخيرة بتوزيعها على المستفيدين بموجب



قرارات استفادة عن طريق التوزيع عن استقادات سابقة، تم تزعمها منهم، أين قام هؤلاء بدفع مستحقات قطعهم الأثرية التي تحصلوا عليها، وحسبما جاء في الإرسالية المذكورة، فإن رد هذه الأخيرة عن الوكالة العقارية، أنه "ما دام هؤلاء المواطنين، أوفوا بالتزاماتهم نحو الإدارة، فهم لا يتحملون لتأخير هذه الأخيرة في تسليمهم العقود في الأجل المحددة والتكفل بلغفهم وتنفيذ الإجراءات اللازمة في حينها، ووفق القانون الساري المفعول، وبالتالي أي إعادة تقييم للسعر لتحمله الوكالة، وليس فقراء" استفادوا بطرق شرعية من قطع لبناء مسكن لعائلاتهم، بيد أنهم غير مسؤولين عن هذا التأخير...

ودعت الإرسالية، إلى ضرورة معالجة هذه القضية في صيغة التنازل لغائبة المستفيدين وعلى أساس السعر المطبق في الفترة التي أنشئت فيها التجزئة المذكورة، وليس بعد سنوات من ذلك... مطالبة بفسح المجال للتسوية القانونية لمخلفات إرث تسيير عقاري ظل قائما عقود طويلة، وتسيبت في الدفع بهذا قضايا إلى طريق مسدود وتعذيب مواطنين لا تذب لهم، سوى أنهم كانوا بحاجة لقطع أرضية تأوي عائلاتهم.

آمال المستفيدين معلقة على تدخل الوالي
كما يطالب هؤلاء، بالكشف وإمطة الشمام عن ممارسات ظلت تضاع مواطنين بسطاء، أمام مصائب وعقبات لا تنتهي، مربين عن أملهم في التدخل العاجل للوالي عبد القادر

بمقرات الوكالة، إلى المطالب المحفة والغديدة والتقويمات العالية التي فاقت قدرة هؤلاء، فضلا عن ساعات الانتظار والتنقل من هذا المكتب إلى ذلك، وإلى هيئات أخرى، مؤكدا أنه من غير المعقول أن تمتع هذه الأخيرة عن كسب الأموال نظير كل أشكال التسوية وإنقاذ نفسها من الإفلاس، وكان من الأجدر وضع الزبون في مرتبة الملك، حسبهم، وتطبيق مبدأ تحسين الخدمة الذي ظلت تدعو إليه السلطات المركزية، أم أن جدار برلين سقط، وبيروقراطية العقار في الولاية رغم 28، لا تزال تخذل، رغم كل الأوامر والتعليمات والأصوات التي بحت، هل الأمر يتعلق بالدهنيات، قد يكون كذلك، إلى أن يقف الوالي لتسحيح الوضع.

في قانون الاستثمار الجديد..

إعفاءات ضريبية تصل إلى عشر سنوات

وردي وضفة مشروع قانون الاستثمار الجديد الكثير من التحيزات الجارية وشبه الجارية والجمركية. كما يضمن هذا المشروع المرتقب المصادقة عليه في البرلمان قريبا إنشاء الشباك لتقييم الأجزاء الكبرى إلى جانب حزمة من المزايا التي تسهل مهام رجال الأعمال والتعاملين الاقتصاديين المحليين والأجانب.

73

نعيرة سيد علي

ضمان تسيير المنصة الرقمية للمستثمر

وفي الإطار المؤسساتي وبحسب المادة الـ 16 من مشروع وثيقة قانون الاستثمار فإن الأجهزة المكلفة بالاستثمار هي المجلس الوطني للاستثمار، والوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار.

وبحسب ذات المشروع فإنه يكلف المجلس الوطني للاستثمار، المنشأ بموجب أحكام المادة 18 من الأمر رقم 03-04 المتكسر بشأن في 20 أوت سنة 2001 والمتكسر أعلاه، بالتقترح استراتيجيتها الدولية في مجال الاستثمار والمساهمة على تنسيقها الشامل وتنظيم تنفيذها. ويعد المجلس الوطني للاستثمار تقريرا تقنيا سنويا يرمي إلى زمامة الجمهوريّة. ويتم تغيير اسم الوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار التي أنشئت بموجب المادة 6 من الأمر رقم 03-01 المؤرخ في 20 أوت سنة 2001، والمتكسر أعلاه، إلى "الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار"، وندعى في صلب هذا النص "الوكالة". ويتكلف هذه الوكالة بحسب وثيقة مشروع قانون الاستثمار بالتنسيق مع الإدارات والهيئات المعنية بترقية وتنشيط الاستثمار في الجزائر وكذا في الخارج وجانبية الجزائر، بالاتصال مع المنظمات الدبلوماسية والفصلية الجزائرية بالخارج، وإعلام أوساط العمال والخصم، مع ضمان تسيير المنصة الرقمية للمستثمر، مع تسجيل ملفات الاستثمار ومعالجتها، إلى جانب مراقبة المستثمر في استعمال الإجراءات المتعلقة باستثماره، فضلا عن تسيير المزايا بما فيها تلك المتعلقة بحفظه المشاريع المصرح بها أو المسجلة قبل تاريخ إصدار هذا القانون. وكذا متابعة مدى تقدم وضعية المشاريع الاستثمارية.

إنشاء الشباك لتسهيل مهمة المستثمر

وتشأ لدى الوكالة المذكورة لكفا الشباك على غرار الشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية، والشباك الوحيد للامركزية، وتحصل الوكالة، بخلاف معالجة ملفات الاستثمار على إتاود، ويحدد تنظيم الوكالة وسيورها وكذا مبلغ وكيفية تمويلها من طريق التنظيم.

وبحسب المادة 19 من ذات مشروع القانون فإن الشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية هو المحاور الوحيد، ذوالاختصاص الوطني،

ويكلف بالشهام بكل الاجازات اللازمة لتجسيد ومراقبة المشاريع الاستثمارية الكبرى والاستثمارات الأجنبية. وتحدد معايير تقييم المشاريع الاستثمارية الكبرى عن طريق التنظيم، واستنادا إلى المادة الـ 20 من هذا المشروع فإن الشباك الوحيد للامركزية هي بمثابة المحاور الوحيد للمستثمرين على المستوى

المحلي وتكون مهام مساعدة ومراقبة المستثمرين في إنعام الاجازات المتعلقة بالاستثمار، ويضم الشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية وكذا الشبائيك الوحيد للامركزية ممثلي الهيئات والإدارات المكلفة مباشرة بتنفيذ الاجازات المرشحة بتجسيد المشاريع الاستثمارية، مع منح المقررات والترخيص وكل وثيقة لها علاقة بممارسة النشاط المرتبط بمشروع الاستثمار، مع الحصول على العطار الموجه للاستثمار، وكذا متابعة الالتزامات المكتتبة من طرف المستثمر، والنص المادة 30 من هذا المشروع أنه بغض النظر عن كل الأحكام المخالفة، يؤهل ممثلو الهيئات والإدارات لدى الشبائيك الوحيدتين يمنع في الأجل المحدد بموجب التشريع والتنظيم المعمول بهما، كل القرارات والوثائق والترخيص التي لها علاقة بتجسيد واستغلال مشروع الاستثمار المسجل على مستوى الشبائيك الوحيد.

كيفية تسيير المنصة الرقمية حسب مشروع القانون..

يقر مشروع قانون الاستثمار الجديد في مادته الـ 23 إنشاء منصة رقمية للمستثمر، يسند تسييرها إلى الوكالة. تسمح بتوفير كل المعلومات اللازمة على الخصوص حول فرص الاستثمار في الجزائر، والعرض المقار والتحفيزات والمزايا المرتبطة بالاستثمار وكذا إنجازات ذات الصلة. كما تسمح هذه المنصة الرقمية المتصلة بيناً بالأنظمة المعلوماتية للهيئات والإدارات المكلفة بالمعالجة الاستثمارية، بإزالة الطابع المادي عن جميع الاجازات والقيام بواسطة الانترنت بجميع



الاجازات المتصلة بالاستثمار، وتشكل المنصة الرقمية كذلك أداة توجيه ومراقبة الاستثمارات ومتابعتها انطلاقاً من تسجيلها وأثناء فترة استغلالها، وتحدد كيفية تسيير هذه المنصة عن طريق التنظيم.

أنواع التحفيزات التي يمنحها مشروع الاستثمار الجديد

يمنع مشروع قانون الاستثمار الجديد، بحسب ما ورد فيه، العديد من الأنظمة التحفيزية والشروط المؤهلة للاستفادة من المزايا، بحيث يمكن أن تستفيد الاستثمارات، بمفهوم المادة 4 من هذا القانون، بناء على طلب من

المستثمر، من أحد الأنظمة التحفيزية الآتية: النظام التحفيزي للقطاعات ذات الأولوية، ويدعى في صلب النص "نظام القطاعات"، في حين يسمى نظام التحفيز للمناطق التي تولىها الدولة أهمية خاصة بـ "نظام المناطق"، وكذا نظام التحفيز للاستثمارات ذات الطابع المهيكل ويدعى في صلب النص "نظام الاستثمارات المهيكل". ويجب أن تخضع الاستثمارات قبل إنجازها، للتسجيل لدى الشبائيك الوحيدتين المذكورتين، من أجل الاستفادة من المزايا المنصوص عليها في هذا القانون. وتجسد تسجيل الاستثمار بشلم على الفور شهادة مرفقة بقالمة السلع والخدمات القابلة للاستفادة من المزايا التي ترخص للمستثمر للاستفادة من الامتيازات التي لها حق المطالبة بها لدى الإدارات والهيئات

المعنية. ومن النشاطات التي مستفيد من نظام القطاعات الاستثمارات المنجزة في مجالات النشاطات، نجد المنجم والمعالج، وقطاع الصناعة والتجارة وتربية الماشيات والصيد البحري، الصيد النية والبيروكيميائية، وكذا الخدمات السياحية، الطاقات الجديدة والطاقات المتجددة، والمضاد المعرفة وتكنولوجيات العلوم والاتصال.

الإعفاء من الرسم العقاري على الملكية العقارية لمدة 10 سنوات

وتستفيد الاستثمارات القابلة للاستفادة من "نظام القطاعات" حسب ذات المشروع زيادة على التحفيزات الجارية وشبه الجارية والجمركية المنصوص عليها في القانون العام والجمركية المنصوص عليها في القانون العام، حيث يمنع هذا القانون للمستثمرين حق الإعفاء من حقوق الجمركية فيما يخص السلع المستوردة التي تدخل مباشرة في إنجاز الاستثمار، الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة فيما يخص السلع والخدمات المستوردة أو المكتتة معها التي تدخل مباشرة في إنجاز الاستثمار، وكذا الإعفاء من دفع حق نقل الملكية وبعض الرسوم على الإشهار العقاري من كل المعقبات العقارية التي تتم في إطار الاستثمار المعني، وأيضا يستفيد المستثمر من الإعفاء من حقوق التسجيل المفروضة فيما يخص العقود الشاسية للشركات والزيادات في الرأسمال، كما يستفيد كذلك، من الإعفاء من حقوق التسجيل والرسم على الإشهار العقاري وبيع الأملك الوطنية المتضمنة حق الانتزاع على الأملك العقارية المبنية وغير المبنية الموجهة لإنجاز المشاريع الاستثمارية، ويمنع مشروع قانون الاستثمار الجديد الإعفاء من إبراز الاستثمار لمدة 10 سنوات ابتداء من تاريخ الإقضاء.

هذا، كما يعطي أيضا مشروع قانون الاستثمار الجديد مزايا أخرى للمستثمرين أثناء مرحلة الاستغلال ضمن مدة تتراوح من 3 إلى 5 سنوات، ابتداء من تاريخ الشروع في الاستغلال، ومن جملة الإعفاءات التي يمنحها هذا المشروع الإعفاء من الضريبة على أرباح الشركات، وكذا من الرسم على النشاط المهني.